

Marché de Travaux

Travaux de remplacement de la charpente bois par une charpente métallique pour la sécurisation des cours extérieures d'un bâtiment du Ministère de l'Intérieur

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

E2025BMI14

Date limite de remise des plis

Vendredi 17 octobre à 12h00

1. Objet du marché

■ Acheteur

Préfecture de Police
1 bis rue de Lutèce
Paris - 75195 Cedex 04

■ Description de la prestation

La présente consultation a pour objet des travaux structurels de remplacement de la charpente bois par une charpente métallique pour la sécurisation des cours du CRA 2 - Paris-Vincennes, suite à la constatation de fissures importantes aux assemblages entre poteaux et arbalétriers.

Code CPV	Libellé CPV
45261100	Travaux de charpente

■ Caractéristiques principales du contrat

Type de contrat	Marché de travaux.
Allotissement	Sans objet.
Tranches	Sans objet.
Lieu d'exécution	CRA 2 – Paris-Vincennes. 4 avenue de l'Ecole de Joinville – 75012 Paris.
Durée d'exécution – Durée du marché	Le marché est conclu à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement de 12 mois. Le délai d'exécution global du marché est fixé à 5 mois comprenant la période de préparation de chantier de 1 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage
Nature des prix	Prix global et forfaitaire.

■ Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti au motif que la dévolution en un plus grand nombre de lots est de nature à rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

■ Procédure de passation :

L'estimation du montant du marché étant inférieure au seuil des procédures formalisées, l'acheteur a choisi de passer le marché selon une procédure adaptée, conformément à l'article R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

■ Variantes obligatoire(s) imposée(s) par l'acheteur

L'acheteur public n'impose aucune variante.

■ Variante(s) à l'initiative des candidats

Les variantes à l'initiative des candidats sont interdites.

■ Option : Prestation Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Le marché ne comprend pas d'option type prestation supplémentaires éventuelles.

■ Réponse et groupement

Les opérateurs économiques peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement conjoint ou solidaire.

En application de l'article R.2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux opérateurs économiques de présenter pour le présent marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de soumissionnaires individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Sans préjudice du I de l'article L.2141-13 du Code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public. Toutefois, en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

La forme du groupement n'est pas imposée.

En application de l'article R.2142-22 du Code de la commande publique, l'acheteur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Le soumissionnaire ne peut pas répondre en tant que titulaire et/ou cotraitant d'un ou plusieurs groupements. Dans le cas contraire, tous les groupements sont éliminés.

■ Délai validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 Jours à compter de la date limite de réception des offres.

■ Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

■ Dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe n° 1 « modalité de remise des plis » ;
- L'acte d'engagement (AE) ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe n° « Convention EDIFLEX »
- Le planning prévisionnel d'exécution ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- L'ensemble des pièces contenues dans le dossier « Pièces Techniques » comprenant notamment : les pièces graphiques, les pièces écrites, le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT), le Plan général de coordination (PGC) ;
- Lettre de candidature (DC1) ;
- Déclaration du candidat (DC2) ;
- Déclaration de sous-traitance (DC4) ;
- Le cadre de réponse technique et environnemental (CRTE)
- Le certificat de visite.

■ Visite des lieux ou consultation sur place de documents

La visite du site est obligatoire sous peine de rejet de l'offre.

Les candidats peuvent convenir d'un rendez-vous en contactant au plus tard le 01/10/2025 à 12h00 l'adresse mail suivante :

- **dc-secteur-4@interieur.gouv.fr**

Important : le candidat devra joindre les copies recto/verso des pièces d'identité des personnes désignées par l'entreprise lors de sa demande de rendez-vous pour la visite.

La visite se déroulera entre le 06/10/2025 et le 07/10/2025. La date et l'heure de la visite sont communiquées aux candidats à la suite de sa prise de rendez-vous par l'acheteur. L'opérateur économique est tenu de se présenter à la visite avec le certificat de visite joint au DCE. Ce document signé doit être remis dans son l'offre. Chaque candidat a droit à une seule visite.

Il est vivement recommandé aux candidats d'anticiper la planification de leur visite.

Aucun rendez-vous n'est pris par téléphone.

Il ne sera répondu à aucune question lors de la visite.

2. Présentation des propositions

■ Modalités de remise des candidatures

Les candidatures doivent être adressées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de manière électronique sur le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les modalités de remise des plis sont fixées en annexe 1 au présent règlement de consultation.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Le soumissionnaire est tenu de déposer un seul pli sur la plateforme de dématérialisation contenant l'ensemble des documents requis. Il est rappelé que si plusieurs plis sont transmis par un même opérateur économique, seul le dernier reçu dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouvert.

■ Contenu des plis

A l'appui de leur candidature, les opérateurs économiques doivent fournir :

Document	Descriptif
Certificats de qualification professionnelle ou équivalent	<p>Les opérateurs économiques sont dans l'obligation de produire les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Qualibat 2412, Constructions et structure métallique (technicité confirmée) ; - Qualibat 4412, Métallerie (technicité confirmée). <p>Le maître d'ouvrage accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats-membres.</p>
Chiffre d'affaires	<p>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de la création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.</p> <p>L'opérateur économique doit justifier d'un chiffre d'affaire annuel en moyenne au moins égal à 750 000,00 € HT sur les trois dernières années.</p> <p>En application de l'article 3 de l'ordonnance n°2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique, le pouvoir adjudicateur ne prendra pas en compte de la baisse de chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.</p>
Déclaration des effectifs moyens	<p>Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.</p>
Lettre de candidature (DC1)	<p>Lettre de candidature-Habilitation du mandataire par ses cotraitants.</p>

Document	Descriptif
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement.
Déclaration de sous-traitance (DC4)	Seulement en cas de présentation des capacités professionnelles techniques et financières d'un sous-traitant.
Pouvoirs	Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société. Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document. Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.
Références Travaux	Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

Le soumissionnaire doit fournir obligatoirement l'intégralité des documents requis. L'absence de l'un ou de plusieurs documents requis entraîne l'irrecevabilité de la candidature.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques conformément à l'article R.2143-12 du Code de la commande publique, il doit justifier des capacités de ce ou ces derniers en apportant la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur économique peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles.

L'opérateur économique n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- **Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;**
- **Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.**

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement (AE)	Le soumissionnaire doit obligatoirement remplir l'acte d'engagement rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises. Tout acte d'engagement résultant d'un modèle établi par le candidat sera automatiquement rejeté.
Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)	<p>Le soumissionnaire doit obligatoirement remplir la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) rédigé par l'acheteur joint au dossier de consultation des entreprises (DCE).</p> <p>Toute DPGF résultant d'un modèle établi par le soumissionnaire ou comportant des modifications sera automatiquement rejetée. La décomposition du prix global et forfaitaire devra être remise au format Excel ou équivalent.</p>
Cadre de réponse technique et environnemental (CRTE) ou mémoire technique ad hoc	<p>L'offre technique du soumissionnaire doit être établie et rédigée en répondant à l'ensemble des critères d'attribution énoncés au présent règlement de consultation, accompagnée des pièces requises. Il doit contenir obligatoirement l'ensemble des éléments figurant dans le cadre de réponse technique et environnemental (CRTE).</p> <p>Le mémoire technique a pour objet de juger la qualité technique et environnementale de l'offre de l'entreprise. Les renseignements indiqués dans ce mémoire technique explicatif doivent être seulement et strictement liés à l'opération objet de la présente consultation. Ils ne doivent pas être de simples énumérations de l'organisation des moyens généraux de l'entreprise.</p> <p>Afin de faciliter la lecture et la compréhension de son offre, il est demandé à chaque soumissionnaire de rédiger sa réponse technique en respectant strictement l'ordonnancement et les intitulés des sous critères. Il est attendu du soumissionnaire à ce qu'il réponde clairement et exhaustivement à chaque sous-critère pour permettre d'apprécier au mieux son offre.</p>
Planning prévisionnel	Le soumissionnaire devra fournir un planning détaillant toutes les actions menées depuis l'ordre de service valant ordre de démarrage du chantier, jusqu'à la réception des ouvrages.
Certificat de visite	Le soumissionnaire devra transmettre le certificat de visite du site dument signé.

Le soumissionnaire doit fournir obligatoirement l'intégralité des documents requis. L'absence de l'un ou de plusieurs documents requis entraîne l'irrégularité de l'offre.

3. Jugement des offres

■ Critères de sélection des candidats

Les candidatures seront analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère
Garanties et capacités techniques, professionnelles et financières

■ **Critères de jugement des offres**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (pondération 30%)	<p>Le critère prix des prestations sera analysé sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).</p> <p>Le nombre de points attribué au candidat sera obtenu au moyen de la formule suivante :</p> <p>Note = (Prix solution moins élevée HT / Prix solution analysée HT) ³ X 100</p> <p>(*) Sous réserve que l'offre ne soit pas anormalement basse.</p> <p>Cette note sur 100 points sera ensuite pondérée à 30% pour obtenir la note finale pour le critère prix.</p>
2. Valeur technique (pondération 60%)	<p>Valeur technique sera notée sur 100 points avec une pondération à 60% en fonction des sous-critères suivants :</p>
Sous-critère 2.1 : Organisation du chantier (60 points)	<p>Le sous-critère sera analysé sur la base des moyens humains proposés par le soumissionnaire ainsi que sur l'approche méthodologique proposé en matière de logistique et d'installation de chantier.</p> <p><u>2.1.1 Moyens humains (20 points)</u></p> <p>Le soumissionnaire devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter un organigramme sur l'encadrement dédié à l'opération ; • Désigner l'interlocuteur unique / chargé d'opération, le conducteur de travaux, les chefs de chantier qui seront présents en permanence sur place et les suppléants, Indiquer les qualifications de l'ensemble de l'équipe, leurs missions, leurs responsabilités et fournir les CV avec références sur les 5 dernières années ; • Indiquer les effectifs prévisionnels par tâche (leur gestion selon les périodes de pointe telles que les OPR et la levée des réserves, les périodes de congés etc) ; • Détailler ses capacités de mobilisation (études et travaux) en cas de retard à rattraper, ou tout autre imprévu. <p><u>2.1.2 Méthodologie logistique et installation de chantier (40 points)</u></p> <p>Le soumissionnaire devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter un plan d'installation de chantier (PIC) (la base vie, la zone de stockage) ; • Présenter une notice d'organisation en respectant les aspects sécuritaires du site (mise en place des installations temporaires, permis feu, comportement et moralité des

Critère	Complément
	<p>ouvriers sur le chantier, la compréhension des enjeux d'accès, de sécurité, de sureté et du maintien d'activité);</p> <ul style="list-style-type: none"> • La méthodologie d'installation de la structure (moyens de levage, mise en sécurité de la structure lors des phases transitoires); • Décrire une méthodologie de mis en œuvre pour assurer la gestion des flux sur le site pour les approvisionnements et les compagnons tout au long des différentes phases du chantier.
Sous-critère 2.2: Planning (40 points)	<p>Le sous-critère sera analysé sur la base du planning de l'opération fourni par le soumissionnaire. L'ensemble sera jugé sur la cohérence du planning et son ordonnancement.</p> <p>Le soumissionnaire devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présenter un planning général de l'opération respectant les délais imposés; • Présenter la décomposition des tâches d'intervention en incluant les études d'exécution et les délais de fabrication et d'approvisionnement; • Indiquer les dispositions prises pour respecter les délais; • Présenter la cohérence du planning vis-à-vis du phasage de l'opération.
<u>3. Valeur environnementale (pondération 10%)</u>	<p>Le critère valeur environnementale sera notée sur 100 points avec une pondération à 10%.</p> <p>Le soumissionnaire devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir les modalités de tri des déchets sur le chantier; • Fournir les modalités de stockage des déchets sur le chantier; • Indiquer les éléments permettant d'assurer une traçabilité de circuits mis en décharge; • Indiquer le pourcentage de véhicule utilisés dans le cadre de l'exécution des prestations comportant un certificat qualité de l'air (Crit'air 0, 1 et 2 ou EURO 6,5 EEV ou motorisation alternative correspondant à des véhicules peu polluant).

■ Négociations

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la Préfecture de police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, conformément à l'article R.2123-5 du code de la commande publique.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

4. Attribution du marché

Le marché sera attribué à l'opérateur économique ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre les soumissionnaires à l'issue de l'analyse des offres, l'offre retenue sera celle du soumissionnaire ayant obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Pièces à fournir par le candidat retenu	<ul style="list-style-type: none">▪ Une attestation d'assurance couvrant les prestations objet du marché en cours de validité▪ Un relevé d'identité bancaire ou postal (RIB ou RIP)▪ Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D.8222-5 du Code du travail) :<ul style="list-style-type: none">○ Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois ou le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion○ Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers○ Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.○ Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.▪ Dans le cas où il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou Kbis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.▪ Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes et contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour

Document	Descriptif
	<p>l'attribution des contrats de la commande publique). Le soumissionnaire établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le cas échéant, le soumissionnaire produit les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail. <p>Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il doit également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.</p>

5. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard le 08/10/2025, une demande sur le profil acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard le 10/10/2025, des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret commercial et industriel ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise, l'est aussi auprès des autres candidats.

Remarque : il est rappelé aux candidats qu'en cas de retrait anonyme du dossier de consultation sur la plate-forme de dématérialisation, le candidat n'aura pas accès aux différentes correspondances, et notamment la publication des questions/réponses ou encore la modification du dossier de consultation en cours de marché. Ces correspondances seront adressées uniquement aux candidats identifiés. La responsabilité du Pouvoir Adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse e-mail erronée ou n'a pas communiqué d'adresse électronique ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

Il est précisé aux candidats que les réponses et précisions apportées par l'acheteur dans le cadre la consultation ont une valeur contractuelle lorsqu'elles portent sur les pièces contractuelles telles qu'elles sont énoncées au CCAP.

■ Voies et délais de recours :

Tribunal Administratif de Paris
7, rue de Jouy – 75004, Paris.
Téléphone : 01 44 59 44 00
Site internet : greffe.ta-paris@juradm.fr

■ Organe chargé des procédures de médiation :

Le Médiateur des entreprises
98-102, rue de Richelieu – 75002, Paris.
Téléphone : 01 53 17 89 92
Site internet : www.mediateur-des-entreprises.fr